



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Patrimoine
culturel
immatériel

Accréditation d'ONG

ICH-09 – Formulaire

Reçu CLT / CIH / ITH

Le

09 SEP. 2013

N°

0640

en

DEMANDE D'ACCREDITATION D'UNE ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE POUR ASSURER DES FONCTIONS CONSULTATIVES AUPRES DU COMITE

DATE LIMITE 31 MAI 2013

Les instructions pour remplir la demande sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante :

<http://www.unesco.org/culture/ich/fr/formulaires/>

1. Nom de l'organisation

1. a. Nom officiel

Indiquez la dénomination officielle de l'organisation, dans sa langue d'origine, telle qu'elle apparaît dans les pièces justificatives établissant sa personnalité juridique (8.b ci-dessous).

ENS DE L'ASSOCIACIONISME CULTURAL CATALÀ (auparavant Ens de Comunicació Associativa)

1. b. Nom en français et/ou anglais

Indiquez la dénomination de l'organisation en français et/ou en anglais.

ORGANE DE L'ASSOCIATIONNISME CULTUREL CATALAN

2. a. Adresse de l'organisation

Indiquez l'adresse complète de l'organisation, ainsi que les coordonnées complémentaires telles que le numéro de téléphone ou du fax, l'adresse électronique, le site Web, etc. L'adresse postale indiquée doit être celle où l'organisation exerce son activité, quel que soit son lieu de domiciliation juridique (voir point 8).

Organisation : Ens de l'Associacionisme Cultural Català

Adresse : Pl. de Víctor Balaguer 5, 5e, 08003 Barcelone

Numéro de téléphone : 00 34 93 269 10 42

Numéro de fax :

Adresse électronique : info@ens.cat

Adresse électronique

Autres informations pertinentes : www.ens.cat

pertinentes :

2. b. Personne à contacter pour la correspondance

Donnez le nom, l'adresse complète et tout autre renseignement pour contacter la personne à qui toute correspondance concernant la candidature doit être adressée. Si une adresse électronique ne peut être donnée, indiquez un numéro de fax.

Titre (Mme/M., etc.) : M.

Nom de famille : Carné i Parramon

Prénom : Antoni

Institution/fonction : Président

Adresse : Pl. de Víctor Balaguer 5, 5e, 08003 Barcelone

Numéro de
téléphone : 00 34 93 269 10 42

Numéro de fax :

Adresse
électronique : acarne@ens.cat

Autres informations
pertinentes : www.ens.cat

3. Pays où l'organisation est active

Indiquez le/les pays où l'organisation exerce ses activités. Si elle œuvre uniquement dans un seul pays, veuillez préciser lequel. Si ses activités sont internationales, indiquez si elle opère au niveau mondial ou dans une ou plusieurs régions, et listez les principaux pays où elle mène ses activités.

national

international (veuillez préciser :)

dans le monde entier

Afrique

États arabes

Asie & Pacifique

Europe & Amérique du Nord

Amérique latine & Caraïbes

Énumérez le/les principal(aux) pays où elle est active:

4. Date de sa création ou durée approximative de son existence

Indiquez quand l'organisation a été créée.

2006

5. Objectifs de l'organisation

Décrivez les objectifs pour lesquels l'organisation a été créée et qui doivent être « en conformité avec l'esprit de la Convention » (Critère C). Si les principaux objectifs de l'organisation sont autres que la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, expliquez en quoi vos objectifs sont liés aux objectifs de sauvegarde.

350 mots maximum ; veuillez ne pas joindre des informations complémentaires.

Le premier objectif de l'ENS DE L'ASSOCIACIONISME CULTURAL CATALÀ est de faire connaître le patrimoine culturel immatériel catalan. Grâce à l'incorporation, en 2012, de la Confederació d'Agrupacions de Cultura Tradicional Catalana (Confédération d'Associations de Culture Traditionnelle Catalane), l'ENS réunit actuellement 27 fédérations culturelles et représente 3 335 organisations et 178 500 personnes engagées dans les différents aspects de la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.

Un autre objectif de l'ENS est d'encourager, dans le domaine scolaire et pédagogique, la connaissance de la culture populaire et traditionnelle en tant qu'héritage du passé et patrimoine sur lequel nous devons veiller et que nous devons transmettre aux générations futures. En outre, l'ENS représente un espace d'échange de connaissances et d'expériences entre les associations engagées dans la promotion de la culture populaire et traditionnelle et un instrument pour les projeter plus efficacement dans l'ensemble de la société.

L'une des valeurs ajoutées qu'apporte l'ENS est de créer un espace unique de débat et de réflexion autour du fait associatif de la culture populaire et traditionnelle afin de l'adapter aux temps nouveaux et de pouvoir ainsi maintenir sa force, sa vitalité et son héritage tout en contribuant à la cohésion sociale.

L'ENS a aussi, parmi ses objectifs, celui de construire un espace de relation avec les institutions publiques et privées afin de permettre au monde associatif de la culture populaire traditionnelle catalane d'obtenir de plus en plus de considération et de mieux rayonner.

6. Activités de l'organisation en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel

Les points 6.a. à 6.c. sont essentiellement destinés à montrer que l'ONG satisfait au critère consistant à « avoir des compétences, des qualifications et l'expérience avérées en matière de sauvegarde (telle que celle-ci est définie dans l'article 2.3 de la Convention) du patrimoine culturel immatériel se manifestant entre autres dans un ou plusieurs domaines spécifiques » (Critère A).

6. a. Domaine(s) où l'organisation est active

Cochez une ou plusieurs cases pour indiquer les domaines principaux où l'organisation est la plus active. Si ses activités se rapportent à d'autres domaines que ceux énumérés, cochez « autres domaines » et indiquez les domaines concernés.

- traditions et expressions orales
- arts du spectacle
- pratiques sociales, rituels et événements festifs
- connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers
- savoir-faire liés à l'artisanat traditionnel
- autres domaines – veuillez préciser :

L'associationisme culturel est une forme d'organisation sociale très répandue dans la société catalane. C'est une réponse concrète de la société civile aux besoins de formation, de croissance personnelle et de travail communautaire en assumant et en développant la culture populaire et traditionnelle catalane en partant de ses multiples facettes et thèmes.

6. b. Principales activités de sauvegarde dans lesquelles l'organisation est impliquée

Cochez une ou plusieurs cases pour indiquer les principales activités de sauvegarde de l'organisation. Si ses activités impliquent des mesures de sauvegarde non énumérées ici, cochez « autres mesures de sauvegarde » en précisant lesquelles.

- identification, documentation, recherche (y compris le travail d'inventaire)
- préservation, protection
- promotion, mise en valeur
- transmission, éducation formelle et non formelle
- revitalisation
- autres mesures de sauvegarde – veuillez préciser :

Le soutien aux associations qui regroupent les porteurs et les personnes qui réalisent ce patrimoine culturel immatériel.

6. c. Description des activités de l'organisation

Les organisations qui font une demande d'accréditation doivent décrire brièvement leurs activités récentes et leur expérience en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. Donnez des informations sur le personnel et les membres de l'organisation, décrire leurs compétences et qualifications dans le domaine du patrimoine culturel immatériel et expliquer comment elles les ont acquises. La documentation justifiant ces activités et ces compétences peut être présentée, si nécessaire, au point 8.c. ci-dessous.

750 mots maximum ; veuillez ne pas joindre des informations complémentaires.

DÉBATS SUR LE TERRITOIRE : il s'agit d'un processus de débat et de réflexion sur le fait associatif culturel et populaire préalable à la création de l'ENS. En fait, ce dernier est né des propositions de ces DÉBATS réalisés parmi 18 fédérations de culture populaire.
(<http://www.ens.cat/edicions/debats-al-territori-el-moviment-associatiu-catala-debat-gener-2003-abril-2004>)

1^{er} CONGRÈS DE L'ASSOCIATIONNISME CULTUREL CATALAN (2007 - 2008), qui s'est centré sur les relations intergénérationnelles, la communication, l'immigration et l'éducation/formation.
(<http://www.ens.cat/edicions/memoria-del-1er-congres-de-lassociacionisme-cultural-catala>).

Appel d'offre de BOURSES D'ÉTUDES sur la culture populaire et traditionnelle.

COURS DE FORMATION sur la communication et la gestion des organismes de culture populaire et traditionnelle.

L'ENS en tant que membre du Conseil de l'Associationnisme et du Volontariat de Catalogne, du Conseil d'Orientation du Département de la Culture de la Generalitat (Gouvernement autonome de la Catalogne), de la Commission de Suivi du Protocole festif de la ville de Barcelone, du Conseil municipal d'Associations de Barcelone et du Conseil d'Orientation de contenus et de programmes de la Corporation catalane de Medias audiovisuels, apporte sa connaissance et son expérience dans l'élaboration et l'application de la législation concernant le patrimoine culturel immatériel.

En outre, il édite les publications suivantes :

TORNAVEU, associationnisme et culture (www.tornaveu.cat), publication bi-mensuelle sur support électronique, adressée à un collectif de 15 000 abonnés

CANEMÀS, revue de pensée associative, semestrielle sur support papier (<http://www.ens.cat/canemas>). Il s'agit d'un espace de réflexion et de débat en profondeur et sous forme d'essai sur tout ce qui touche la réalité et l'action de la culture populaire et traditionnelle comprise d'un point de vue large et transversal.

Il gère le portail culturel de XARXANET (www.xarxanet.org) et le fonds éditorial de la revue VIA FORA! (1984 - 2001) (<http://www.ens.cat/viafora>).

Tous les organismes membres de l'ENS regroupent des pratiquants et des chercheurs dans les différents domaines du patrimoine culturel immatériel et réalisent de nombreuses activités de sauvegarde de ce patrimoine. L'ENS les renforce et les rend visibles. Par exemple, les séances de travail sur le monde des Castelliers (tours humaines) réalisées au cours de l'Université catalane d'été 2011, la Foire aux associations du Onze septembre. De manière périodique et habituelle, en tant qu'Agence de Communication de la Culture populaire et traditionnelle, l'ENS réalise des

tâches professionnelles de communication et de diffusion dans les différents domaines journalistiques et de communication du pays. Entre autres, il publie sur Internet un calendrier des activités de culture populaire organisées par les organisations auxquelles il représente (<http://www.agendaens.cat/>).

La Confederació d'Agrupacions de Cultura Tradicional Catalana, qui a adhéré à l'ENS en 2012, organisa, en 2010, en collaboration avec le Centre UNESCO de la Catalogne, le 3^e symposium sur la Promotion et le rayonnement de la Culture traditionnelle catalane et la 1^e Journée sur la Culture traditionnelle, l'Administration locale et les Institutions qui inclurent des conférences de présentation de la Convention du Patrimoine immatériel. La même année, ils organisèrent aussi la Journée éducative de la Culture traditionnelle catalane, adressée aux écoles.

7. Ses expériences de coopération avec les communautés, les groupes et les praticiens du patrimoine culturel immatériel

Le Comité évalue si l'ONG qui fait une demande d'accréditation « coopère, dans un esprit de respect mutuel avec les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus créant, pratiquant et transmettant le patrimoine culturel immatériel » (Critère D). Décrivez brièvement ici ces expériences.

350 mots maximum ; veuillez ne pas joindre des informations complémentaires.

L'ENS DE L'ASSOCIACIONISME CULTURAL CATALÀ incarne lui-même une partie de la communauté culturelle catalane et il est en même temps une création des groupes et praticiens du patrimoine culturel immatériel. En effet, il a été créé suite aux Débats au territoire organisés entre janvier 2003 et avril 2004 et dans lesquels ont participé présentiellement plus de 400 personnes et virtuellement plus de 300. Si les promoteurs de ces débats étaient 4 fédérations de culture populaire et les participants provenaient au premier rang des associations, cette initiative est restée ouverte à la participation de tous les membres de la communauté culturelle catalane et au-delà.

Jusqu'à la création de l'ENS, chacun des collectifs qui l'intègrent travaillait pour lui, sans relation synergique avec d'autres collectifs de la culture populaire et traditionnelle. Sa création lui a permis d'amorcer la création d'espaces de travail coopératif. Ainsi, il est de plus en plus fréquent de vivre des activités où les géants, les castellers, le bestiaire de fête, les fanfares, les chorales, le théâtre amateur, les groupes de danse traditionnelle partagent des espaces et des fêtes, mais aussi la réflexion et la discussion. Les associations débattent et font des propositions sur le futur modèle de travail et d'expression artistique de la culture populaire et traditionnelle sous ses diverses facettes et en tant qu'outil pour la cohésion sociale. Puis, l'ENS reprend ces conclusions et les développe.

En 2007-2008 l'ENS a organisé le Premier congrès de l'Associationnisme Culturel Catalan, dans lequel ont participé les fédérations, mais aussi les associations et les individus engagés dans la culture populaire. Les cours organisés par l'ENS s'adressent aux associations de praticiens : des programmes de formation en communication en 2010, 2011 et 2012, le "workshop sur le web 2.0" (2011), ou le cours sur "les obligations des associations à but non lucratif : mise en oeuvre et cas pratiques" (2013). De même, les séminaires de débat, conférences ou tables rondes organisées par l'ENS s'adressent directement aux individus ou aux associations, comme en 2011 celles sur la Loi des spectacles et la directive européenne du feu. Dans le domaine de la communication et la diffusion, l'agenda internet de l'ENS permet de projeter à travers le réseau les activités que les associations elles-mêmes organisent et inscrivent.

8. Documentation sur les capacités opérationnelles de l'organisation

Les Directives opérationnelles (paragraphe 97) exigent qu'une organisation demandant une accréditation soumette des documents prouvant qu'elle possède les capacités opérationnelles énoncées au Critère E. Ces pièces justificatives peuvent revêtir plusieurs formes, selon le régime juridique en vigueur dans chaque pays. Les documents présentés doivent être traduits si possible en français ou en anglais dans le cas où les originaux seraient dans une autre langue. Identifiez clairement les pièces justificatives avec le(s) point(s) (8.a, 8.b ou 8.c) auxquels elles se réfèrent.

8. a. Membres et personnel

La preuve de l'implication des membres de l'organisation telle que demandée au critère E (i) peut prendre des formes aussi diverses qu'une liste des directeurs, une liste du personnel et des statistiques sur la quantité et les catégories de membres ; une liste complète des membres, n'est en principe, pas nécessaire.

Veillez présenter les pièces justificatives, en les identifiant « point 8.a »

8. b. Personnalité juridique reconnue

Si l'organisation a une charte, des articles de constitution, un règlement intérieur ou un document de création équivalent, un exemplaire doit être joint. Si, dans le cadre de la législation nationale en vigueur, l'organisation a une personnalité juridique reconnue par des moyens autres qu'un acte de constitution, veuillez fournir les pièces justificatives (par exemple, par la publication d'une annonce dans une gazette ou un journal officiel) montrant comment cette personnalité juridique a été établie.

Veillez présenter les pièces justificatives, en les identifiant « point 8.b »

8. c. Durée d'existence et activités

Si cela n'est pas déjà clairement indiqué dans les documents fournis au point 8.b. veuillez présenter les pièces justificatives prouvant que l'organisation existe depuis au moins quatre ans lors de sa demande d'accréditation. Veuillez présenter les documents montrant qu'elle a mené des activités de sauvegarde appropriées durant cette période, y compris celles décrites au point 6.c ci-dessus. Des documents supplémentaires tels que des livres, des CD, des DVD ou des publications similaires ne peuvent être pris en compte et ne doivent pas être soumis.

Veillez présenter les pièces justificatives, en les identifiant « point 8.c »

9. Signature :

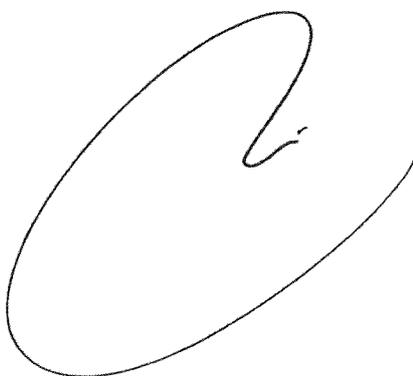
Le formulaire doit inclure la signature de la personne habilitée à signer pour le compte de l'organisation qui demande l'accréditation. Les demandes sans signature ne peuvent être prises en compte.

Nom : Antoni Carné i Parramon

Titre : Président

Date : 10 mai 2013

Signature :



Accréditation d'ONG ICH-09- ENS DE L'ASSOCIACIONISME CULTURAL CATALÀ.

8.a. Membres et personnel

Personnel embauché :

- Joan-Ramon Gordo, coordinateur.
- Carles Almécija, journaliste.
- Joan Antoni Guerrero, journaliste.

Membres du Conseil de l'association :

- Antoni Carné, président.
- Josep Rafecas, 1^{er} vice-président.
- Antoni Arias, 2^e vice-président.
- Ricard Cerdan, secrétaire.
- Josep Maria de Ramon, trésorier.
- Amadeu Ribas, membre.
- Josep Viana, membre.
- Pere-Joan Pujol, membre.
- Myrna Gabaldà, membre.

Membres de l'association :

Federació de Cors de Clavé (Fédération des chœurs de Clavé)

Federació de Grups Amateurs de Teatre de Catalunya (Fédération de groupes de théâtre de Catalogne)

Moviment Coral Català (Mouvement Choral Catalan)

Federació Catalana de Societats Musicals (Fédération catalane de sociétés musicales)

Federació Sardanista de Catalunya (Fédération de sardanes de Catalogne)

Fundació La Roda (Fondation la Roue)

Agrupació de Colles de Geganters de Catalunya (Groupement des bandes de Géants de Catalogne)

Agrupament d'Esbarts Dansaires (Groupement d'associations de danse traditionnelle), le Gran Orient de Catalunya (Grand Orient de Catalogne)

Agrupació del Bestiari Festiu i Popular de Catalunya (Groupement de Bestiaire festif et populaire de Catalogne)

Coordinadora de Trabucaires de Catalunya (Coordination des tromblonneurs de Catalogne)

Federació Catalana de Pessebristes (Fédérations catalane de constructeurs de crèches)

ADIFOLK.

Moviment Laic i Progressista (Mouvement laïque et progressiste)

Fundació Paco Candel (Fondation Paco Candel)

Coordinadora de Pastorets de Catalunya (Coordination des "pastorets" -représentation théâtrale populaire de la naissance de Jésus-)

Federació de Diables i Dimonis de Catalunya (Fédération de diables et démons de Catalogne)

Secretariat de Corals Infants de Catalunya (Secrétariat des chœurs d'enfants de Catalogne)

Coordinadora de Centres d'Estudis de Parla Catalana (Coordination des centres d'études catalanophones)

Federació Catalana de Catifaires (Fédération catalane des tapis de fleurs)

Coordinadora de Colles de Gegants i Bestiari de Ciutat Vella de Barcelona (Coordination des groupes de géants et bestiaire de la Vieille ville de Barcelone)

Associació Catalana de Puntaires (Association catalane de denteliers et dentelières)

XarxaAteneu.

Casals Joves de Catalunya (Maisons de jeunes de Catalogne)

Coordinadora de Ball de Bastons de Catalunya (Coordination de la danse aux bâtons de Catalogne)

Federació de Colles de Falcons de Catalunya (Fédération de groupes de "faucons" de Catalogne)

I STATUTS

Ens de l'Associacionisme Cultural Català
(Organe de l'Associationnisme culturel catalan)

Préambule

L'ENS DE COMUNICACIÓ ASSOCIATIVA ayant pour domicile social la ville de Barcelone (08005), Place Víctor Balaguer n° 5, 6^e étage, s'est constitué comme organisme sans but lucratif le 15 novembre 2005, dans la ville de Barcelone, et a été enregistré auprès de la Direcció General de Dret i d'Entitats Jurídiques (Direction générale de Droit et d'Organismes juridiques) le 31 mars 2006, sous le numéro d'inscription 32 091, selon la loi 7/1997, du 18 juin, sur les associations (DOGC 2 423, du 1^{er} juillet).

Ses statuts ont été modifiés pour les adapter à la loi selon l'accord de son Assemblée générale extraordinaire organisée à Barcelone le 29 mars 2011.

L'Ens de Comunicació associativa est né à la suite des débats sur le territoire organisés par la Federació de Cors de Clavé (Fédération des Chœurs Clavé), la Federació d'Ateneus de Catalunya (Fédération d'Athénées de Catalogne), la Federació Catalana d'Associacions i de Clubs Unesco (Fédération catalane d'Associations et de Clubs Unesco), avec l'incorporation postérieure de la Federació de Grups Amateurs de Teatre de Catalunya (Fédération de Groupes amateurs de théâtre de Catalogne) et le Moviment Coral Català (Mouvement choral catalan) et a pour objectif de promouvoir l'associationnisme socioculturel à partir de l'analyse critique de la réalité du mouvement associatif, un siècle et demi après l'apparition du modèle de société culturelle majoritaire dans le tissu social de la Catalogne.

La CONFEDERACIÓ D'AGRUPACIONS DE CULTURA TRADICIONAL CATALANA (CONFÉDÉRATION DE GROUPEMENTS DE CULTURE TRADITIONNELLE CATALANE), dont le domicile social est sis à Premià de Mar (08330), dans la rue Jaume Balmes, numéro 10, 2^e étage, a été constituée le 2 mai 2004, dans la ville de Barcelone, et a été enregistrée auprès de la Direcció General de Dret i d'Entitats Jurídiques (Direction générale de Droit et d'Organismes juridiques) le 16 juillet 2004, sous le numéro d'inscription 489/B selon la loi 7/1997, du 18 juin, sur les associations (DOGC 2433, du 1^{er} juillet).

Ses statuts ont été modifiés pour les adapter à la loi, selon l'accord de son Assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue le 29 mars 2011.

La Confederació d'Agrupacions de Cultura Tradicional Catalana (Confédération de Groupements de Culture traditionnelle catalane) est née avec la volonté d'unir les fédérations du domaine de la culture traditionnelle catalane afin de créer un réseau qui les renforce, qui améliore leur visibilité et leur promotion et avec la volonté, en même temps, de travailler pour sa projection vers le futur en agissant sur le travail dans les écoles en tant qu'élément clé dans le développement de futurs citoyens actifs de notre pays. Avec la volonté de renforcer le troisième secteur culturel, en 2013, nous formalisons la fusion, par absorption, de la Confederació d'Agrupacions de Cultura Tradicional Catalana (Confédération de Groupements de Culture traditionnelle catalane) par l'Ens de Comunicació Associativa (Organe de Communication associative), selon la décision des assemblées générales respectives convoquées à cette fin.

L'organisme qui résulte de la fusion par le procédé d'absorption a pour but d'additionner les objectifs et les efforts de ces deux organisations en renforçant le réseau du tissu associatif et ses référents et en devenant ainsi l'axe central de la Taula del Tercer Sector Cultural Català (Table du troisième secteur culturel catalan).

Chapitre I. De la dénomination, de l'objet et du domaine d'action de l'Organisation.

Article 1

1. L'Ens de Comunicació Associativa absorbe et réalise sa fusion avec la Confederació d'Agrupacions de Cultura Tradicional Catalana.
2. L'Ens de Comunicació Associativa s'appellera désormais ENS DE L'ASSOCIACIONISME CULTURAL CATALÀ (ORGANE DE L'ASSOCIATIONNISME CULTUREL CATALAN), il maintient le type de figure juridique de confédération, sans but lucratif, et règle ses activités selon ce qui est établi par la loi 4/2008, du 24 avril, du Troisième livre du Code civil de la Catalogne relatif aux personnes juridiques, la loi organique 1/2002, du 22 mars, qui règle le droit d'association et ses statuts.
3. L'accord pour l'absorption et la fusion des deux organismes a été approuvé par les assemblées respectives :
 - a. De la Confederació d'Agrupacions de Cultura Tradicional Catalana qui s'est tenue à Barcelone le 28 avril 2012.
 - b. De l'Ens de Comunicació Associativa qui s'est tenue à Sant Feliu de Llobregat le 20 octobre 2012.
4. L'Organisme qui en résulte maintient la figure juridique de confédération afin que les fédérations qui la composent puissent mieux atteindre les buts qui leur sont propres et facilitent leur coordination.

Article 2

Les objectifs de l'organisme sont les suivants :

1. Le mouvement associatif culturel catalan constitue une pièce fondamentale de la structure de notre pays. Dans ce sens, le premier objectif est de faire connaître la culture traditionnelle catalane dans toutes ses ramifications, notre

modèle de pays, l'idiosyncrasie en perpétuel processus d'évolution pour que tout le monde se l'approprie, en encourageant la stimulation de l'estime de soi.

2. Intervenir dans le domaine scolaire et favoriser la connaissance et la collaboration entre ce dernier et le domaine associatif afin d'obtenir de bonnes bases qui permettent d'avancer sur le chemin de la connaissance de nos racines historiques et de notre réalité associative en tant que continuateurs de notre modèle social dans un pays libre.

3. Devenir une référence, un porte-parole et un grand axe de la Table du troisième secteur culturel catalan.

4. Apporter une réponse au besoin de communiquer de manière efficace l'ensemble des activités du mouvement associatif culturel.

5. Créer des espaces de débat, de réflexion et d'échange d'expériences au sein du monde associatif culturel.

6. Constituer un espace de relation avec les institutions publiques et privées afin de faire en sorte que le monde associatif culturel catalan soit mieux considéré et rayonne plus dans la société catalane et en devienne une référence.

7. Agir en tant que gestionnaire de services en faveur des organismes partenaires.

8. Travailler pour la préservation, la promotion et la normalisation de la langue catalane, de sa culture et de l'identité nationale de la Catalogne.

9. Travailler en tant que centre de localisation et de diffusion de manifestations et de produits culturels de la réalité sociale catalane et les projeter dans leur domaine national et supranational.

Afin d'obtenir de tels objectifs, l'organisme réalisera, entre autres, les activités suivantes :

- Organiser des cours, des séminaires, des congrès, entre autres, afin d'offrir des formations et de partager de l'information dans le domaine associatif culturel catalan et de la communication.
- Éditer des publications et des enregistrements sonores et audiovisuels afin de promouvoir la connaissance des activités des organismes partenaires.
- Organiser des réunions avec les forces politiques, sociales et économiques pour les sensibiliser à ces objectifs et en obtenir les actions appropriées et leur soutien.
- Établir des ressources, des instruments de travail, une collaboration et un dialogue constant avec les professionnels du monde éducatif.

Article 3

L'Ens de l'Associacionisme Cultural Català (dorénavant ENS) se constitue pour une période indéfinie et travaillera avec les fédérations fondatrices, celles qui seront incluses plus tard et avec n'importe quelle autre fédération d'organismes qui manifesterait sa volonté d'adhérer selon les statuts actuels.

Article 4

1. Le domicile social de l'organisme est établi dans la ville de Barcelone, au Casal dels Cors de Clavé (Chœurs de Clavé), place Víctor Balaguer, numéro 5.
2. Le domaine d'action sera, de préférence, l'espace géographique de langue catalane, au sein des territoires andorrans, espagnols, français et italiens et dans le contexte de l'Union européenne.

Chapitre II. Des membres de l'organisme, de leurs droits et de leurs obligations

Article 5

1. Tous les organismes sans but lucratif peuvent faire partie de l'organisme s'ils correspondent à la définition de fédération d'associations socioculturelles ou d'associations du même secteur qui, par leur importance ou implantation territoriale, puissent être reconnues comme telles par la direction de l'ENS.

Article 6

Deux catégories de membres sont établies :

1. Les membres fondateurs : les fédérations légalement constituées et sans but lucratif impliquées dans le processus de constitution de l'Ens de Comunicació Associativa, c'est-à-dire : la Fédération de Cors de Clavé, la Fédération d'Ateneus de Catalunya, la Fédération de Grups Amateurs de Teatre de Catalunya et le Moviment Coral Català. Ces membres ont versé, au moment de la fondation, une somme initiale de 3 000,00 € chacun.
2. Les membres numéraires : les organismes qui répondent à l'article 5.1 et s'incorporeraient après le processus de fondation.

Article 7

On considère comme collaborateurs volontaires, mais pas membres, les abonnés en tant que personnes morales ou juridiques privées ou publiques qui souhaitent être informées des activités sociales par le biais des publications que l'on pourrait promouvoir et ceux qui, tout en n'étant pas membres ou représentants des organisations associées à l'ENS apporteraient de manière régulière et volontaire leurs capacités, leurs connaissances et/ou leur talent pour le bon développement des objectifs de l'ENS.

Article 8

Pour devenir membre numéraire il faut adresser une demande à la direction de l'ENS, demande qui devra être accompagnée d'un certificat qui mentionnera :

- L'accord de la commission compétente de l'organisation qui demande l'inclusion dans l'ENS.
- La désignation de trois représentants délégués pour la représentation de l'organisation au sein de l'ENS.

La demande sera approuvée, le cas échéant, lors de la première réunion de la direction et sera communiquée au reste des membres au plus tard lors de la première réunion de l'Assemblée générale.

Les représentants pourront être remplacés à tout moment par l'organisation qui les délègue. Ce remplacement devra être communiqué par écrit à la direction de l'ENS.

Article 9

Les droits des membres fondateurs et numéraires sont les suivants :

- Assister avec droit de parole et droit de vote aux réunions de l'Assemblée générale.
- Élire ses représentants et être élus aux postes de représentation ou pour exercer des fonctions de direction.
- Contester les accords de l'Assemblée générale ou du Conseil de direction et proposer l'exercice de l'action de responsabilité contre les membres du Conseil de direction.
- Exercer la représentation qui leur est conférée dans chaque cas.
- Intervenir dans l'administration et les démarches, dans les services et les activités de l'organisme, selon les règles légales et statutaires.
- Exposer à l'Assemblée et au Conseil de direction tout ce qu'ils considéreraient susceptible de contribuer à mieux remplir la vie de l'organisme et à rendre plus efficace la réalisation des objectifs sociaux de base.
- Demander et obtenir des explications sur l'administration et la gestion du Conseil de direction ou des mandataires de l'organisme.
- Être écoutés avant l'adoption de mesures disciplinaires.
- Recevoir de l'information et participer à tous les actes sociaux et aux activités de l'organisme.
- Profiter des services communs que l'organisme établit ou a à sa disposition.
- Faire partie des groupes de travail.
- Posséder un exemplaire des statuts.
- Consulter les livres de l'organisme.
- Être informés de l'identité des autres membres, des inscriptions et désinscriptions ainsi que de l'état des comptes.

Article 10

Les devoirs des membres fondateurs et numéraires sont les suivants :

- S'impliquer, s'engager et être co-responsables des objectifs de l'organisme et y participer activement pour les atteindre.
- Contribuer au maintien des dépenses de l'organisme quant au paiement des cotisations, répartitions et autres contributions économiques fixées par les statuts et approuvées selon ces derniers.
- Respecter les autres obligations qui sont le fruit des dispositions statutaires.
- Respecter les accords validement adoptés par la direction de l'organisme.

Article 11

Les causes suivantes sont des raisons pour être exclu de l'organisme :

1. L'organisation partenaire décide de s'exclure, cette décision devra être communiquée par écrit au Conseil de direction.
2. Ne pas payer les cotisations fixées.
3. Ne pas respecter les obligations statutaires.
4. La dissolution de l'organisation partenaire.

Article 12

La condition de membre ne pourra être transférée qu'en cas de fusion, scission ou transformation de l'organisation partenaire et seulement dans le cas où l'organisation ou organisations qui en résultent acceptent la condition de membre et respectent les conditions définies dans ces statuts.

Chapitre III. De l'Assemblée générale

Article 13

1. L'Assemblée générale est l'organe souverain de l'organisme, ses membres en font partie par droit propre et inaliénable.
2. Les membres de l'organisme, réunis en Assemblée générale légalement constituée, décident, à la majorité, des affaires qui sont de la compétence de l'Assemblée.
3. Tous les membres sont assujettis aux accords de l'Assemblée générale, y compris les absents, ceux qui ne seraient pas d'accord et les membres présents qui se seraient abstenus de voter.
4. Font partie de l'Assemblée générale les membres de plein droit qui sont les organisations partenaires à jour de paiement des cotisations établies et dont les représentants sont légalement identifiés.

Article 14

L'Assemblée générale possède les facultés suivantes :

- a) Modifier les statuts.
- b) Élire et écarter les membres du Conseil de direction et en contrôler l'activité.
- c) Approuver le budget annuel et la liquidation de comptes annuels.
- d) Adopter les accords quant à la fixation de la forme et au montant de la contribution pour le soutien des dépenses de l'organisme.
- e) Approuver la gestion faite par le Conseil de direction.
- f) Approuver le plan général d'activités, signaler les priorités de travail et les orientations générales nécessaires afin d'accomplir les objectifs de l'organisme.
- g) Décider la transformation, la fusion, la scission ou la dissolution de l'organisme.
- h) Entrer dans d'autres unions d'associations ou s'en séparer.
- i) Solliciter la déclaration d'utilité publique ou en demander la révocation.
- j) Approuver le règlement de régime interne.
- k) Décider ou ratifier la désinscription ou la séparation définitive des membres, à la suite d'une procédure.

- l) Connaître les demandes présentées pour devenir membre ainsi que les inscriptions et désinscriptions de membres pour une raison différente à celle de la séparation définitive.
- m) Prendre une résolution sur les questions qui ne sont pas expressément attribuées à un autre organe de l'organisme.

Article 15

1. L'Assemblée générale se réunit en séance ordinaire au moins une fois par an, de préférence en janvier, février ou mars.
2. Le Conseil de direction peut convoquer une Assemblée générale qui se réunira, de manière extraordinaire, s'elle le considère nécessaire. Il doit le faire lorsque 10 % ou plus des membres le demande. Dans ce cas, l'Assemblée doit se tenir dans un délai de trente jours à compter de la demande.

Article 16

1. L'Assemblée doit être convoquée par le Conseil de direction par le biais d'une convocation qui doit spécifier l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de la réunion.
2. La convocation doit être communiquée trente jours avant la date de la réunion à chacun des membres par le biais d'un écrit adressé à leur domicile ou par le biais de moyens télématiques à l'adresse mentionnée sur la liste actualisée de membres que doit posséder l'ENS.
3. Les réunions de l'Assemblée générale sont présidées par le président du Conseil de direction. Si ce dernier est absent il sera remplacé, dans cet ordre, par le vice-président (par ordre numérique) ou par le membre le plus âgé du Conseil. Le secrétaire sera la personne qui occupe le même poste au sein du Conseil de direction.
4. Les assistants à l'Assemblée générale pourront demander la désignation d'un autre président et/ou secrétaire. La décision sera soumise à vote et il faudra une majorité de la moitié plus un des membres qui y assistent pour l'approuver.
5. Le secrétaire rédigera le procès verbal de chaque réunion, procès verbal qui devra être signé par lui-même et par le président et qui inclura au moins :
 - a. la date et le lieu de la réunion
 - b. l'ordre du jour
 - c. les participants et l'organisation partenaire qu'ils représentent
 - d. le résumé des thèmes traités
 - e. les interventions pour lesquelles on aura demandé qu'elles soient reprises dans le procès verbal
 - f. les accords adoptés
 - g. les résultats des votes et des majorités qui en ont permis l'adoption.
6. Cinq jours avant l'assemblée générale, le procès verbal, l'état des comptes de l'organisme et tous les autres documents qui seraient mentionnés dans l'ordre du jour doivent être mis à la disposition des organisations partenaires dans le local social.
7. Pour accorder une modification des statuts, la convocation à l'Assemblée générale doit exprimer clairement le contenu des modifications à introduire (changement, suppression ou ajout).

Article 17

1. L'Assemblée sera constituée de manière valable quel que soit le nombre des participants, à l'exception de ce dont dispose l'article 17.2.
2. Pour adopter des accords de modification statutaire, de transformation, fusion, scission ou dissolution de l'organisme, de constitution d'un nouvel organisme ou de regroupement avec un organisme existant déjà ou de désinscription disciplinaire d'une organisation partenaire, il faudra un quorum d'assistance d'au moins la moitié des votes sociaux. Dans ce cas, l'approbation se fera par majorité simple. Si ce quorum d'assistance n'est pas atteint en première convocation, il faudra une majorité des deux tiers des votes sociaux présents en seconde convocation. La seconde convocation se fera au moins une demi-heure plus tard.
3. L'Assemblée générale se réunit dans l'endroit prévu par le conseil de direction, en considérant l'idonéité du lieu quant à la capacité, l'accessibilité pour tous les membres et les moyens techniques et logistiques nécessaires pour un bon déroulement de l'acte.
4. Chaque organisation partenaire aura 3 représentants qui seront ceux qui ont été identifiés selon l'article 8 et chacun d'entre eux aura un droit de vote. Chaque organisation partenaire aura droit à un vote.
5. Une organisation partenaire NE pourra PAS demander à être représentée et le droit de vote NE pourra PAS être exercé par délégation.
6. Les membres du Conseil de direction auront un droit de vote à l'Assemblée en tant que représentants d'une organisation partenaire.
7. L'assistance de la totalité des organisations partenaires laisse sans effet toute irrégularité dans la convocation.
8. Les accords seront pris à la majorité simple du nombre de votes des organisations partenaires participantes, à part les exceptions décrites dans ces statuts.
9. Le cas échéant, si plusieurs candidats se présentent, l'élection du Conseil de direction se fait par accord de la majorité relative des votes des organisations partenaires participantes.
10. Tout vote devra être secret si un minimum de 10 % des votes des organisations partenaires assistant à la réunion le demande.

Article 18

1. Si elles représentent plus de 10 % des votes sociaux, des organisations partenaires peuvent demander à l'organe de direction l'inclusion dans l'ordre du jour d'un ou de plusieurs sujets à traiter et si l'assemblée a été déjà convoquée, elles devront le faire au cours du premier tiers de la période comprise entre la réception de la convocation et la date de la réunion prévue.
2. L'Assemblée générale ne pourra pas adopter d'accords sur des sujets qui n'auront pas été mentionnés dans l'ordre du jour, sauf si elle a été constituée avec un caractère universel ou que les accords font référence à la convocation d'une nouvelle Assemblée générale.
3. Si, lors de l'Assemblée générale, on souhaite traiter l'exercice de l'action de responsabilité contre des membres du Conseil de direction ou la destitution de ces

derniers de leurs postes, il faudra convoquer, dans le même acte, une séance extraordinaire de l'Assemblée générale au cours de laquelle ce point sera l'unique point de l'ordre du jour.

4. Au cas où l'on remettrait en question le droit de vote de l'une des organisations partenaires à cause de possibles conflits d'intérêts, l'Assemblée générale devra prendre une décision à ce sujet lors d'un vote préalable séparé et, le cas échéant, secret.

5. Les organisations partenaires qui ne pourraient pas voter en application du point précédent ne compteront pas au moment d'établir le nombre de votes nécessaires pour établir la majorité exigée en vue de l'adoption d'accords, sauf s'il s'agit de la résolution d'une procédure de sanction, de la destitution de la personne affectée en tant que membre d'un organe ou de l'exercice de l'action de responsabilité contre elle.

Chapitre IV. Du Conseil de direction

Article 19

1. Les membres du Conseil de direction exercent leurs fonctions avec la diligence de représentant loyal et, par conséquent, ils doivent garder le secret sur les informations confidentielles concernant l'organisme, même après avoir quitté leur poste.

2. Le Conseil de direction dirige, administre et représente l'organisme. Il est composé des postes de président, de deux vice-présidents, d'un secrétaire, d'un trésorier et d'autant de membres que l'on jugerait nécessaire. Ces postes seront nommés parmi les membres du Conseil choisis par l'Assemblée, sauf le poste de président qui le sera par l'Assemblée elle-même.

3. Chaque organisation partenaire ne pourra avoir qu'un seul membre au Conseil de direction, ce membre pourra accéder à un poste.

4. Les membres du Conseil de direction exercent leur charge gratuitement, mais ils ont droit à une avance et à un remboursement des dépenses dûment justifiées ainsi qu'à une indemnisation pour les préjudices qui en découleraient.

5. Les membres du Conseil de direction pourront être rétribués pour l'exercice de fonctions différentes des fonctions ordinaires de direction à condition que l'on établisse un contrat, y compris un contrat de travail. En aucun cas le nombre des membres du Conseil de direction dans cette situation ne pourra dépasser la moitié du total.

6. L'élection des membres du Conseil de direction - qui doivent être les représentants des organisations partenaires - se fait par vote de l'Assemblée générale. Les personnes élues entrent en fonction après avoir accepté leur poste, ceci sera décidé lors d'une réunion du Conseil de direction, le plus tôt possible après l'élection. Ne pourront être choisies que les personnes du Conseil de direction ayant les capacités pour exercer leurs droits sociaux. Les personnes inhabilitées selon la loi de concours ne pourront pas être membres du Conseil de direction tant qu'ils ne recevront pas leur habilitation.

7. Le Conseil de direction pourra inviter à ses réunions les personnes qu'il considérerait adéquates en fonction de leur expérience dans le monde associatif et de leur lien avec l'organisme. Ils auront ainsi la condition de conseillers avec droit de parole mais sans droit de vote.

8. Les membres du Conseil de direction devront communiquer toute situation susceptible de représenter une situation de conflit d'intérêts au moment d'intervenir

dans la prise de décisions ou d'accords, aussi bien dans le Conseil de direction que lors de l'Assemblée. Si l'on considère qu'il y a réellement un conflit d'intérêts, le membre affecté devra s'abstenir de participer à la délibération et, le cas échéant, aux votes. On considère comme un conflit d'intérêt ce qui est défini par la législation en vigueur et applicable à ce moment-là.

Article 20

1. Les membres du Conseil de direction exerceront leur charge pendant une période de quatre ans. Ils pourront être réélus avec un maximum au total de trois mandats suivis, quel que soit le poste occupé.
2. Pour pouvoir faire à nouveau partie du Conseil de direction, il devra s'écouler un laps de temps d'au moins quatre ans ; une fois écoulé ce dernier, le paragraphe précédent sera d'application.
3. On renouvellera la moitié des membres du Conseil de direction tous les deux ans.
4. La cessation en tant que membre du Conseil de direction avant le terme réglementaire du mandat peut se produire par :
 - a) Mort ou déclaration d'absence
 - b) Déclaration légale d'incapacité ou si la personne a été inhabilitée
 - c) Démission volontaire présentée par le biais d'une lettre adressée au Conseil de direction.
 - d) Maladie déclarée qui rend incapable d'exercer la charge selon une décision du Conseil de direction et l'approbation à l'Assemblée générale suivante.
 - e) Désinscription en tant que membre de l'organisation partenaire qu'il représente.
 - f) Sanction pour faute commise dans l'exercice de la charge, imposée selon ce qu'établit l'article 37.
 - g) Décision documentée du Conseil de direction de l'organisation partenaire qu'il représente.
 - e) Décision de l'Assemblée générale de cessation ou d'exécution d'action de responsabilité. Dans ce dernier cas, la cessation sera automatique et immédiate.
5. Les vacances qui se produiraient au sein du Conseil de direction doivent être couvertes lors de la première réunion de l'Assemblée générale qui suivra. En attendant, une personne considérée conforme à ce que stipule l'article 8 de ces statuts occupera provisoirement le poste vacant et la charge pourra être restructurée provisoirement par le Conseil de direction, sauf en ce qui concerne le poste de président qui sera remplacé par le vice-président (par ordre numérique) jusqu'à l'Assemblée générale suivante.

Article 21

1. Le Conseil de direction possède les facultés suivantes :
 - a) Représenter, diriger et administrer l'organisme de la manière la plus large que connaisse la loi et ainsi accomplir les décisions prises par l'Assemblée générale, selon les normes, les instructions et les directives que cette Assemblée aura établies.
 - b) Prendre les accords nécessaires en ce qui concerne la comparution devant les organismes publics et privés afin d'exercer toute sorte d'actions légales et d'interposer les recours pertinents.
 - c) Proposer à l'Assemblée générale la défense de l'établissement des cotisations que les organisations partenaires doivent verser.

- d) Convoquer les assemblées générales et vérifier que les accords qui y sont adoptés soient appliqués.
- e) Présenter le bilan et l'état des comptes de chaque exercice à l'Assemblée générale pour qu'elle les approuve et établir le budget de l'exercice suivant.
- f) Gérer l'embauche des employés éventuels de l'organisme.
- g) Établir des groupes de travail afin d'atteindre les objectifs de l'organisme de la manière la plus adéquate et efficace et autoriser les actes que ce groupe projette de réaliser.
- h) Mener à terme les démarches nécessaires auprès des organismes publics, des organisations et autres personnes afin d'obtenir :
 - a) des subventions ou des aides,
 - b) l'utilisation de locaux ou de bâtiments afin de mener à bien les objectifs de l'organisme.
- i) Ouvrir des comptes courants et des livrets d'épargne dans n'importe quel organisme financier et disposer des fonds existants dans ces dépôts. La disposition des fonds est expliquée dans le chapitre VII.
- j) Résoudre provisoirement n'importe quel cas qui ne serait pas prévu dans les statuts et en rendre compte lors de la première réunion de l'Assemblée générale.
- k) Rédiger les mécanismes de participation des bénévoles et des souscripteurs qui ne sont pas membres.
- l) Nommer les membres de la commission des comptes.
- m) Toute autre faculté qui ne soit pas attribuée de manière spécifique à un autre organe de gestion de l'organisme ou qui lui aurait été déléguée expressément.

Article 22

1. Le Conseil de direction convoqué préalablement par le président, ou par la personne qui le remplace, doit se réunir en séance ordinaire selon une périodicité que décideront ses membres et au moins une fois par mois, sauf pendant les périodes de vacances.
2. Il doit se réunir en séance extraordinaire lorsque le président le convoque de manière extraordinaire ou si un tiers des membres qui le composent le demande.
3. Le Conseil de direction se réunit de préférence au domicile de l'organisme, mais il peut le faire n'importe où à condition que le droit et le devoir de participation de tous ses membres soient garantis.
4. Dans les cas extraordinaires où il faudrait prendre un accord important pour le bien de l'association et où il n'y aurait pas la possibilité de convoquer une réunion extraordinaire du Conseil de direction, ce dernier pourra prendre la décision de faire voter les membres par le biais des moyens télématiques adéquats à condition que soit garantie la pleine information, l'identité de tous les votants et l'accès au vote de tous les membres.

Article 23

1. Le Conseil de direction est constitué de manière valide s'il a été convoqué à l'avance et s'il y a un quorum de la moitié plus un des membres qui le composent.
2. Les membres du Conseil de direction sont obligés d'assister à toutes les réunions convoquées, même si, pour des raisons justifiées, ils peuvent s'en excuser. L'assistance du président ou du secrétaire ou des personnes qui les remplacent y est toujours nécessaire.
3. Le Conseil de direction prend les accords par majorité simple des assistants.

Article 24

1. Le Conseil de direction peut déléguer l'une ou l'autre de ses fonctions à une ou plusieurs commissions ou groupes de travail s'il obtient, pour le faire, le vote favorable des deux tiers de ses membres.
2. Il peut aussi nommer avec le même quorum un ou plusieurs experts pour exercer la fonction qu'il leur confiera avec les facultés qu'il estime opportun de leur conférer dans chaque cas, avec droit de parole mais sans droit de vote.

Article 25

1. Le secrétaire rédigera l'acte de chaque réunion ainsi que des accords sans réunion (cf. l'article 22) qu'il devra signer, de même que le président, et qui inclura, au moins :
 - a. la date et le lieu de la réunion/accord
 - b. l'ordre du jour
 - c. les participants
 - d. le résumé des thèmes traités
 - e. les interventions dont on aura demandé la parution
 - f. les accords adoptés
 - g. les résultats des votes et des majorités qui ont permis leur adoption
 - h. en cas d'accord sans réunion, le système suivi pour adopter l'accord.Au début de chaque réunion du Conseil de direction, on procèdera à l'approbation ou à l'amendement du procès verbal de la séance précédente que l'on aura envoyé au préalable aux membres du Conseil par le biais des moyens télématiques.
2. Le Conseil de direction révisera régulièrement et donnera son accord sur la situation économique, il approuvera aussi les paiements nécessaires.

Article 26

1. Les membres du Conseil de direction répondent des dommages qu'ils causeraient à l'organisme en cas de non-application de la loi, des statuts et pour des actes ou des omissions par négligence dans l'exercice de leurs fonctions.
2. L'exercice de l'action de responsabilité devra être approuvé en Assemblée générale par majorité simple.
3. Un groupe de membres qui représente au moins 10 % des votes sociaux (un vote par organisation partenaire) peut exercer une action de responsabilité dans les cas suivants :
 - a. Si l'Assemblée générale sollicitée n'est pas convoquée, selon ce qui est décrit dans l'article 15.
 - b. Si l'accord adopté est contraire à l'exigence de responsabilité.
 - c. Si la prétention n'est pas formulée judiciairement dans le délai d'un mois à compter de la date de la prise de l'accord.
4. L'action de responsabilité dans l'intérêt de l'organisme prescrit au bout de trois (3) ans à compter de la date de cessation dans leur poste des responsables.
5. Si la responsabilité à laquelle font référence les points précédents ne peut être imputée à une ou à plusieurs personnes déterminées, tous les membres du Conseil en répondent sauf dans les cas suivants :
 - a. Les personnes qui se sont opposées à l'accord cause de l'exercice de responsabilité et qui ne sont pas intervenues dans son exécution.

b. Les personnes qui ne sont pas intervenues dans la prise de l'accord ni dans son exécution et qui ont fait leur possible pour éviter les dommages ou s'y sont opposés formellement lorsqu'ils en ont pris connaissance.

Article 27

Les accords, les décisions et les actes contraires à la loi, aux statuts ou nuisibles à l'intérêt de l'organisme pourront être contestés devant l'organe qui les a pris (le Conseil de direction ou l'Assemblée générale) ou, dans le cas où cela aurait été le Conseil de direction, devant l'Assemblée générale selon ce que définit la législation en vigueur applicable à ce moment-là.

Chapitre V. Le président et le vice-président

Article 28

1. Les fonctions suivantes sont propres au président :

- a) Diriger et représenter légalement l'organisme, par délégation de l'Assemblée générale et du Conseil de direction.
 - b) Présider et diriger les débats, ceux de l'Assemblée générale et ceux du Conseil de direction.
 - c) Émettre un vote de qualité décisive dans les cas d'égalité.
 - d) Convoquer les réunions de l'Assemblée générale et du Conseil de direction.
 - e) Viser les procès verbaux et les certificats établis par le secrétaire de l'organisme.
 - f) Les attributions restantes propres de la charge et celles qui lui ont été déléguées par l'Assemblée générale ou le Conseil de direction.
2. Le président est remplacé, en cas d'absence ou de maladie, par le vice-président (par ordre numérique) ou le membre le plus âgé du Conseil de direction, dans cet ordre.

Chapitre VI. Le secrétaire et le trésorier

Article 29

1. Le secrétaire exerce les fonctions suivantes :

- a) Prendre soin des documents de l'organisme.
 - b) Lever, rédiger et signer les procès verbaux des réunions de l'Assemblée générale et du Conseil de direction.
 - c) Rédiger et autoriser les certificats qu'il faut délivrer.
 - d) Prendre en charge le livre de registre des membres.
2. Le secrétaire est remplacé, en cas d'absence ou de maladie, par le plus jeune membre du Conseil de direction.

Article 30

Le trésorier exerce les fonctions suivantes :

- a) La garde et le contrôle des ressources de l'organisme.
- b) L'élaboration du budget, le bilan et la liquidation des comptes.
- c) Tenir à jour un livre de comptabilité.

- d) Signer les reçus de cotisations et d'autres documents de trésorerie.
- e) Payer les factures approuvées par le Conseil de direction, elles doivent avoir été visées au préalable par le président.

Chapitre VII. Le régime économique

Article 31

Cet organisme a été constitué sans patrimoine immobilier propre et possède douze mille euros (12 000, 00€) fruit de la contribution à parts égales des membres fondateurs, et à retourner, dans le futur, avec notification à l'Assemblée générale selon ce que détermine la loi.

Article 32

Les ressources économiques de l'organisme se nourrissent de :

- a) cotisations fixées par l'Assemblée générale pour ses membres.
- b) les subventions officielles ou particulières.
- c) les donations, les héritages ou les legs.
- d) les rentes du patrimoine.
- e) les cotisations des abonnés aux publications.
- f) les contributions par mécénat.
- g) d'autres contributions selon la loi.

Article 33

Tous les membres de l'organisme ont l'obligation de la soutenir économiquement, par le biais de cotisations, de la manière et dans la proportion que détermine l'Assemblée générale, sur la proposition du Conseil de direction. L'Assemblée générale peut établir des cotisations d'entrée, des cotisations périodiques – qui seront versées selon ce que dispose le Conseil de direction – et des cotisations extraordinaires.

Article 34

L'exercice économique coïncide avec l'année naturelle, il est clôturé au 31 décembre.

Article 35

Sur les comptes courants, les livrets d'épargne ouverts et autres opérations de trésorerie des organismes bancaires doivent figurer les signatures du président, du trésorier et du secrétaire. Pour pouvoir disposer des fonds deux signatures suffisent.

Article 36

Une commission de compte sera créée afin de veiller à l'état des comptes de l'exercice à clôturer et d'en informer l'Assemblée générale. Cette commission sera composée de

deux personnes identifiées dans l'article 8 venant de deux organisations partenaires et qui n'appartiennent pas au Conseil de direction de l'ENS.

Chapitre VIII. Régime disciplinaire

Article 37

L'organe de direction peut sanctionner les infractions commises par les membres qui ne respectent pas leurs obligations. Ces infractions peuvent être qualifiées de légères, de graves ou de très graves et les sanctions correspondantes peuvent aller d'une admonition à l'expulsion de l'organisme, selon ce qu'établit le Conseil de direction par le biais d'une décision directe ou par le biais des instruments dont peut se doter l'organisme (régime interne, résolutions, etc.).

Le processus de sanction s'initie d'office ou comme conséquence d'une plainte ou d'une communication. Le Conseil de direction nomme un instructeur qui fait les démarches de la procédure de sanction et propose la résolution, après audience préalable du présumé transgresseur, qui peut s'y opposer et apporter des preuves de décharge. La résolution finale, qui doit être motivée, est adoptée par l'organe de direction. Les membres sanctionnés qui ne seraient pas d'accord avec les résolutions adoptées peuvent demander que l'Assemblée générale se prononce. Cette dernière confirmera la résolution ou accordera les résolutions de déclaration de non-lieu opportunes.

Chapitre XIX. Dissolution, scission et transformation

Article 38

1. L'organisme peut être dissout, il peut fusionner avec un autre organisme, se scinder ou se transformer si l'Assemblée générale, convoquée de manière extraordinaire et expressément à cette fin, l'accorde.
2. Pour prendre un accord de dissolution, de fusion, de scission ou de transformation, le vote favorable des deux tiers des organisations partenaires de plein droit présentes à l'Assemblée générale au moment de la prise de décision est nécessaire.
3. La dissolution se produira aussi dans le cas :
 - a. Où le nombre de membres se réduit à moins de 3.
 - b. Où les activités sont déclarées illicites sur le plan civil ou pénal en jugement ferme.
 - c. À l'ouverture de la phase de liquidation dans le concours.
 - d. Dans d'autres cas que les lois en vigueur établissent.

Le Conseil de direction est obligé de convoquer l'Assemblée générale lorsqu'il prend connaissance que l'une des causes de dissolution mentionnées s'est produite. N'importe quel membre peut la demander s'il estime que le cas s'est produit.

Si l'Assemblée générale n'est pas convoquée, ne se réunit pas ou n'adopte aucune décision de dissolution ou aucune décision destinée à s'en occuper, toute personne intéressée peut en demander la dissolution à l'autorité judiciaire.

Article 39

4.

Une fois accordée la dissolution, l'Assemblée générale doit prendre les mesures opportunes quant à la destination des biens et des droits de l'organisme, quant à la finalité, à l'extinction et à la liquidation de toute opération en cours, les dépôts apportés par les membres fondateurs ayant priorité.

5. En cas de fusion, scission ou transformation, l'Assemblée générale doit décider si elle passe l'actif et le passif, totalement ou partiellement, à l'organisme / aux organismes qui en résulte/nt, ainsi que la forme, la quantité, les parts, etc., elle doit aussi décider comment cela se fera ou si on doit procéder à une liquidation comme s'il s'agissait d'une dissolution et si l'on dispose du liquide comme convenu.

6.

En cas de transformation, il peut s'agir simplement d'une autre personne juridique à caractère non lucratif.

7. Les fonctions de liquidation et d'exécution des accords auxquelles fait référence le paragraphe précédent de ce même article sont compétences du Conseil de direction si l'Assemblée générale ne confère pas cette mission à une commission de liquidation désignée à cet effet.

8. Les membres de l'organisme sont exempts de responsabilité personnelle. Leur responsabilité se limite à respecter les obligations qu'ils ont eux-mêmes contractées volontairement.

9. Le reliquat net qui résulte de la liquidation (une fois que la contribution initiale des membres fondateurs, décrite dans l'article 31, a été rendue si elle n'a pas été liquidée précédemment) doit être remis à un organisme culturel dont les objectifs sont semblables et qui se soit le mieux caractérisé par son travail en faveur de la diffusion dans le monde associatif. En cas de fusion, scission ou transformation, l'organisme ou les organismes résultants du processus auront la préférence.

Dispositions transitoires

1. Le premier Conseil de direction de l'Ens de l'Associacionisme Cultural Català sera constitué par le conseil de direction de l'Ens de Comunicació Associativa au moment de la fusion – en tant qu'organisme absorbant –, outre le président et un membre de la Confederació d'Agrupacions de Cultura Tradicional Catalana – en tant qu'organisme absorbé – qui occuperont les postes de deuxième vice-président et de membre respectivement.

2. La rénovation des membres du Conseil de direction, à partir de la date d'aujourd'hui, se fera conformément à l'article 20 et, sur la base de la situation précisée ci-dessous :

- Antoni Carné i Parramon, président, il termine son deuxième mandat au premier trimestre 2015.
- Josep Rafecas i Jané, premier vice-président, il termine son deuxième mandat au premier trimestre 2013.
- Antoni Arias Cortadella, deuxième vice-président, il termine son premier mandat en 2016.
- Ricard Cerdán i Estellers, secrétaire, il termine son deuxième mandat au premier trimestre 2015.
- Josep M. de Ramon Blasco, trésorier, il termine son premier mandat au premier trimestre 2015.

- Amadeu Ribas i Pau, membre, il termine son deuxième mandat au premier trimestre 2014.
- Josep Viana i Crespo, membre, il termine son deuxième mandat au premier trimestre 2013.
- Josep M. Cortés i Artigas, membre, il termine son mandat au premier trimestre 2015.
- Myrna Gabalda, membre, elle termine son premier mandat en 2016.

Sant Feliu de Llobregat, le 20 octobre 2012

LE SECRÉTAIRE EN FONCTION
PRÉSIDENT

VU ET APPROUVÉ LE

Signé : Josep A. Viana i Crespo

Signé : Antoni Carné i Parramon

ESTATUTS

Ens de l'Associacionisme Cultural Català

Preàmbul

L'ENS DE COMUNICACIÓ ASSOCIATIVA, amb domicili social a la ciutat de Barcelona (08005), a la Plaça de Víctor Balaguer número 5, 6è pis, es va constituir com entitat sense finalitat del lucre en data 15 de novembre de 2005 a la ciutat de Barcelona, sent registrada a la Direcció General de Dret i d'Entitats Jurídiques el 31 de març del 2006 amb el número d'inscripció 32091, a l'empara de la Llei 7/1997, de 18 de juny, d'associacions (DOGC 2423, d'1 de juliol).

Els seus estatuts van ser modificats per adaptar-los a llei, per acord de la seva Assemblea General Extraordinària celebrada a Barcelona en data 29 de març de 2011.

L'Ens de Comunicació Associativa neixia a partir dels Debats al Territori organitzats per la Federació de Cors de Clavé, la Federació d'Ateneus de Catalunya, la Federació Catalana d'Associacions i Clubs Unesco, amb la incorporació posterior de la Federació de Grups Amateurs de Teatre de Catalunya i el Moviment Coral Català, amb l'objectiu de promoure l'associacionisme sociocultural a partir de l'anàlisi crítica de la realitat del moviment associatiu, després d'un segle i mig de l'aparició del model de societat cultural majoritari en el teixit social de Catalunya.

La CONFEDERACIÓ D'AGRUPACIONS DE CULTURA TRADICIONAL CATALANA, amb domicili social a la població de Premià de Mar (08330), al carrer de Jaume Balmes número 10, 2on pis, es va constituir el 2 de maig de 2004 a la ciutat de Barcelona, sent registrada a la Direcció General de Dret i d'Entitats Jurídiques el 16 de juliol de 2004 amb el número d'inscripció 489/B, a l'empara de la Llei 7/1997, de 18 de juny, d'associacions (DOGC 2423, d'1 de juliol).

Els seus estatuts van ser modificats per adaptar-los a llei, per acord de la seva Assemblea General Extraordinària celebrada en data 29 de març de 2011.

La Confederació d'Agrupacions de Cultura Tradicional Catalana neixia amb la voluntat d'unir les federacions de l'àmbit de la cultura tradicional catalana, per crear una xarxa que les enfortís, millorés la seva visualització i promoció i alhora per treballar per la seva projecció cap el futur incidint en el treball a les escoles com a element clau en el desenvolupament dels futurs ciutadans actius del nostre país. Amb la voluntat de reforçar el Tercer Sector Cultural, l'any 2013 es formalitza la fusió per absorció de la Confederació d'Agrupacions de Cultura Tradicional Catalana per part de l'Ens de Comunicació Associativa, d'acord amb la decisió de les respectives Assemblees generals convocades a tal fi.

L'entitat resultant de la fusió pel procediment d'absorció té per objectiu sumar els objectius i esforços d'ambdues entitats reforçant la xarxa del teixit associatiu i els seus referents, esdevenint així l'eix central de la Taula del Tercer Sector Cultural Català.

Capítol I. De la denominació, l'objecte i l'àmbit d'actuació de l'Entitat

Article 1

1. L'Ens de Comunicació Associativa absorbeix i es fusiona amb la Confederació d'Agrupacions de Cultura Tradicional Catalana.

2. L'Ens de Comunicació Associativa passa a denominar-se ENS DE L'ASSOCIACIONISME CULTURAL CATALÀ i manté el tipus de figura jurídica de confederació, sense ànim de lucre, i regula llurs activitats d'acord amb el que estableix la Llei 4/2008, de 24 d'abril, del Llibre Tercer del Codi Civil de Catalunya, relatiu a les persones jurídiques; la llei orgànica 1/2002 de 22 de març, reguladora del dret d'associació, i els seus estatuts.
3. L'acord per l'absorció i fusió entre les dues entitats va ser aprovat per les respectives Assemblees:
 - a. Per part de la Confederació d'Agrupacions de Cultura Tradicional Catalana la celebrada a Barcelona el dia 28 d'abril de 2012
 - b. Per part de l'Ens de Comunicació Associativa la celebrada a Sant Feliu de Llobregat el 20 d'octubre de 2012.
4. L'Entitat resultant manté la figura jurídica de confederació per tal que les federacions que la componen puguin assolir millor les finalitats que els són pròpies i facilitar llur coordinació.

Article 2

Els objectius de l'entitat són:

1. El moviment associatiu cultural català constitueix una peça fonamental de l'estructura del País. En aquest sentit l'objectiu primer és donar a conèixer la cultura tradicional catalana, amb totes les seves branques, el model de país, el tarannà en continu procés d'evolució, per que tothom s'ho faci seu, fomentant l'estímul de l'autoestima.
2. Incidir en l'àmbit escolar i afavorir el coneixement i col·laboració entre aquest i l'àmbit associatiu, per aconseguir uns bons fonaments que permetin avançar en el camí del coneixement de les nostres arrels històriques i la nostra realitat associativa com a continuadores del nostre model social dins d'un país lliure.
3. Esdevenir referent, potaveu i eix vertebrador de la Taula del Tercer Sector Cultural Català.
4. Donar resposta a la necessitat de comunicar amb eficàcia i eficiència el conjunt de les activitats del moviment associatiu cultural.
5. Generar espais de debat, de reflexió i d'intercanvi d'experiències dins del món associatiu cultural.
6. Constituir un espai de relació amb les institucions públiques i privades per tal de fer possible que el món associatiu cultural català tingui cada vegada una major consideració i incidència en la societat catalana i esdevenir-ne el seu referent.
7. Actuar com a gestor de serveis a favor de les entitats associades.
8. Treballar per la perseveració, promoció i la normalització de la llengua catalana, la cultura i la identitat nacional de Catalunya.
9. Treballar com a centre de localització i difusió de manifestacions i productes culturals de la realitat social catalana i projectar-los en el seu àmbit nacional i supranacional.

Per tal d'aconseguir aquests objectius, l'entitat realitzarà, entre d'altres, les següents activitats:

- Organitzar cursos, seminaris, congressos, entre altres, per impartir formació i compartir informació en l'àmbit associatiu cultural català i de comunicació.
- Editar publicacions i enregistraments sonors i audiovisuals per a promoure el coneixement de les activitats de les entitats associades.
- Mantenir reunions amb les forces polítiques, socials i econòmiques per sensibilitzar-los d'aquests objectius i obtenir-ne el suport i les actuacions adients.
- Establir recursos, eines de treball, col·laboració i diàleg constant amb els professionals del món educatiu.

Article 3

L'Ens de l'Associacionisme Cultural Català (en endavant ENS) es constitueix per un període indefinit i s'articularà amb les federacions fundadores, les incorporades i amb qualsevol altra federació d'entitats que manifesti la voluntat d'incorporar-se d'acord amb els presents estatuts.

Article 4

1. El domicili social de l'entitat s'estableix a la ciutat de Barcelona, al Casal dels Cors de Clavé, a la plaça de Víctor Balaguer, número 5.
2. L'àmbit d'actuació serà preferentment l'espai demogràfic de parla catalana, en el sí dels territoris andorrà, espanyol, francès i italià i en el context de la Unió Europea.

Capítol II. Dels membres de l'entitat, els seus drets i les seves obligacions

Article 5

1. Poden formar part de l'entitat totes les entitats sense ànim de lucre que encaixin en la definició de federació d'associacions socio-culturals o associacions del mateix sector que, per la seva rellevància o implantació territorial, puguin ser reconegudes com a tal pels òrgans de govern de l'ENS.

Article 6

S'estableixen dues categories de socis:

1. Socis fundadors: aquelles federacions legalment constituïdes i sense ànim de lucre implicades en el procés de constitució de l'Ens de Comunicació Associativa, que ho són: la Federació de Cors de Clavé, la Federació d'Ateneus de Catalunya, la Federació de Grups Amateurs de Teatre de Catalunya i el Moviment Coral Català. Aquests socis van fer en el moment de la fundació, una aportació econòmica inicial de 3.000,00 € cadascú.
2. Socis numeraris: aquelles entitats que s'ajustin a l'article 5.1 i s'incorporin després del procés fundacional.

Article 7

Són col·laboradors voluntaris, que no socis, els subscriptors entesos com a persones físiques o jurídiques privades o públiques que tinguin voluntat de ser informades de les activitats socials per mitjà de les edicions que es puguin promoure i aquells que no essent associats o representants de les entitats associades a l'ENS aportin de forma regular i voluntària les seves capacitats, coneixements i/o habilitats per al bon desenvolupament dels objectius de l'ENS.

Article 8

Per a ingressar com a soci numerari és necessari adreçar una sol·licitud a l'òrgan de govern de l'ENS, acompanyada d'un certificat en el que hi consti:

- L'acord de l'òrgan competent de l'entitat, sol·licitant la incorporació a l'ENS.
- La designació de tres representants delegats per la representació de l'entitat dins l'ENS.

La sol·licitud s'aprovarà -si s'escau- en la primera reunió de l'òrgan de govern i serà comunicada a la resta d'associats com a màxim en la primera reunió de l'assemblea general.

Els representants podran ser substituïts en qualsevol moment per l'entitat que els delega. La substitució haurà de ser comunicada per escrit a l'òrgan de govern de l'ENS.

Article 9

Els drets dels socis fundadors i numeraris són:

- a) Assistir amb veu i vot a les reunions de l'Assemblea General.
- b) Elegir i ser elegits els seus representants per als llocs de representació o per exercir càrrecs

directius.

- c) Impugnar els acords de l'Assemblea General, de la Junta Directiva i proposar l'exercici de l'acció de responsabilitat contra els membres de la Junta Directiva.
- d) Exercir la representació que se'ls confereixi en cada cas.
- e) Intervenir en el govern i les gestions, en els serveis i les activitats de l'entitat, d'acord amb les normes legals i estatutàries.
- f) Exposar a l'Assemblea i a la Junta Directiva tot el que considerin que pugui contribuir a fer més plena la vida de l'entitat i més eficaç la realització dels objectius socials bàsics.
- g) Sol·licitar i obtenir explicacions sobre l'administració i la gestió de la Junta Directiva o dels mandataris de l'entitat.
- h) Ésser escoltats prèviament a l'adopció de mesures disciplinàries.
- i) Rebre informació i participar en tots els actes socials i les activitats de l'entitat.
- j) Rebre els serveis comuns que l'entitat estableixi o tingui a la seva disposició.
- k) Formar part dels grups de treball.
- l) Posseir un exemplar dels estatuts.
- m) Consultar els llibres de l'entitat.
- n) Ésser informats de la identitat dels altres associats, de les altes i baixes i de l'estat de comptes.

Article 10

Els deures dels socis fundadors i numeraris són:

- a) Implicar-se, comprometre's i corresponsabilitzar-se amb els objectius de l'entitat i participar activament per assolir-los.
- b) Contribuir al sosteniment de les despeses de l'entitat amb el pagament de quotes, derrames i altres aportacions econòmiques fixades pels estatuts i aprovades d'acord amb aquests.
- c) Complir la resta d'obligacions que resultin de les disposicions estatutàries.
- d) Acatar i complir els acords vàlidament adoptats pels òrgans de govern de l'entitat.

Article 11

Són causes per ser donat de baixa de l'entitat:

1. Que ho decideixi la pròpia entitat associada, que haurà de comunicar per escrit la seva decisió a la Junta Directiva.
2. No satisfer les quotes fixades.
3. No complir les obligacions estatutàries.
4. Per la dissolució de l'entitat associada.

Article 12

La condició de soci podrà ser transferida només en cas de fusió, escissió o transformació de l'entitat associada, i sempre que l'entitat o entitats resultants que vulguin rebre la condició de soci compleixin els requisits definits en aquests Estatuts.

Capítol III. De l'Assemblea General

Article 13

1. L'Assemblea General és l'òrgan sobirà de l'entitat; els seus membres en formen part per dret propi i irrenunciable.
2. Els membres de l'entitat, reunits en Assemblea General legalment constituïda, decideixen per majoria els

assumptes que són competència de l'Assemblea.

3. Tots els membres queden subjectes als acords de l'Assemblea General, incloent-hi els absents, els qui en discrepin i els presents que s'han abstingut de votar.
4. Formen part de l'Assemblea General els socis en plenitud de drets que són les entitats associades que estan al corrent de pagament de les quotes establertes i tenen els seus representants legalment identificats.

Article 14

L'Assemblea General té les facultats següents:

- a) Modificar els estatuts.
- b) Elegir i separar els membres de la Junta Directiva i controlar-ne l'activitat.
- c) Aprovar el pressupost anual i la liquidació de comptes anuals
- d) Adoptar els acords per a la fixació de la forma i l'import de la contribució al sosteniment de les despeses de l'entitat.
- e) Aprovar la gestió feta per la Junta Directiva.
- f) Aprovar el pla general d'activitats, assenyalar les prioritats de treball i les orientacions generals necessàries per complir els objectius de l'entitat.
- g) Acordar la transformació, la fusió, l'escissió o la dissolució de l'entitat.
- h) Incorporar-se a altres unions d'associacions o separar-se'n.
- i) Sol·licitar la declaració d'utilitat pública o demanar-ne la revocació.
- j) Aprovar el reglament de règim interior.
- k) Acordar o ratificar la baixa o la separació definitiva, amb un expedient previ, dels associats.
- l) Conèixer les sol·licituds presentades per a ésser soci i també les altes i baixes d'associats per una raó distinta a la de la separació definitiva.
- m) Resoldre sobre les qüestions que no estiguin expressament atribuïdes a cap altre òrgan de l'entitat.

Article 15

1. L'Assemblea General es reuneix en sessió ordinària com a mínim un cop l'any, preferentment dins dels mesos compresos entre gener i març, ambdós inclusivament.
2. La Junta Directiva pot convocar l'Assemblea General que es reunirà amb caràcter extraordinari sempre que ho consideri convenient, i ho ha de fer quan ho sol·liciti un nombre d'associats no inferiors al 10%; en aquest cas, l'assemblea ha de tenir lloc dins del termini de trenta dies a comptar des de la sol·licitud.

Article 16

1. L'Assemblea és convocada per la Junta Directiva mitjançant una convocatòria que ha de contenir l'ordre del dia, el lloc, la data i l'hora de la reunió.
2. La convocatòria s'ha de comunicar trenta dies abans de la data de la reunió, a cada associat i mitjançant un escrit adreçat al domicili o mitjançant medis telemàtics a l'adreça que consti en la relació actualitzada d'associats que ha de tenir l'ENS.
3. Les reunions de l'Assemblea General, les presideix el president de la Junta Directiva. Si no hi és, l'han de substituir successivament, el vicepresident (per ordre numèric) o el vocal de més edat de la Junta. Hi ha d'actuar com a secretari qui ocupi el mateix càrrec a la Junta Directiva.
4. Els assistents a l'Assemblea General podran sol·licitar la designació d'un altre president i/o secretari. La decisió serà sotmesa a votació i caldrà una majoria de la meitat més un dels socis assistents per aprovar-la.
5. El secretari redactarà l'acta de cada reunió, que han de signar ell mateix i el president, i que inclourà, com a mínim:
 - a. data i lloc de la reunió
 - b. ordre del dia

- c. assistents i entitat associada a la que representen
 - d. resum dels temes tractats
 - e. intervencions de les quals se n'hagi demanat constància
 - f. acords adoptats
 - g. resultats de les votacions i majories amb les que s'han adoptat
6. Cinc dies abans de l'assemblea general, l'acta, l'estat de comptes de l'entitat i qualsevol altra documentació que s'esmenti a l'ordre del dia, ha d'estar a disposició de les entitats associades al local social.
 7. Per a acordar una modificació dels Estatuts, la convocatòria de l'Assemblea General ha d'expressar amb claredat el contingut de les modificacions a introduir (canvi, supressió o adició).

Article 17

1. L'Assemblea quedarà vàlidament constituïda sigui quin sigui el nombre d'assistents, a excepció del que disposa l'article 17.2.
2. Per adoptar acords de modificació estatutària, transformació, fusió, escissió o dissolució de l'entitat, de constitució d'una nova entitat o d'agrupació amb una ja existent o de baixa disciplinària d'alguna entitat associada caldrà un quòrum d'assistència com mínim de la meitat dels vots socials. En aquest cas es podrà aprovar per majoria simple. Si no s'assoleix aquest quòrum d'assistència en primera convocatòria, es requerirà una majoria de dos terços dels vots socials presents en segona convocatòria. La segona convocatòria es farà com a mínim mitja hora més tard.
3. L'Assemblea General es reuneix al lloc decidit per la Junta Directiva, considerant la idoneïtat del lloc quant a capacitat, accessibilitat per a tots els socis i mitjans tècnics i logístics necessaris per al bon desenvolupament de l'acte.
4. Cada entitat associada tindrà 3 representants, que seran els identificats segons l'article 8, i cadascun d'ells amb dret a veu. Cada entitat associada tindrà dret a un vot.
5. L'assistència de l'entitat associada NO podrà ser per representació i el dret de vot NO es podrà exercir per delegació.
6. Els membres de la Junta Directiva tindran vot a l'assemblea en tant que representants d'una entitat associada.
7. L'assistència de la totalitat de les entitats associades deixa sense efecte qualsevol irregularitat en la convocatòria.
8. Els acords es prenen per majoria simple de nombre de vots de les entitats associades assistents, amb les excepcions descrites en aquests Estatuts.
9. En qualsevol cas, l'elecció de la Junta Directiva, si es presenten diversos candidats, es fa per acord de la majoria relativa dels vots de les entitats associades assistents.
10. Qualsevol votació haurà de ser secreta si ho demana almenys un mínim del 10% dels vots de les entitats associades assistents a la reunió.

Article 18

1. Un nombre d'entitats associades no inferior al deu per cent dels vots socials pot sol·licitar a l'òrgan de govern la inclusió en l'ordre del dia d'un o més assumptes per tractar i, si ja s'ha convocat l'assemblea, sempre que ho facin dins el primer terç del període comprès entre la recepció de la convocatòria i la data de reunió d'aquella.
2. L'Assemblea General no podrà adoptar acords sobre assumptes que no constin a l'ordre del dia, llevat que s'hagi constituït amb caràcter universal o que els acords es refereixin a la convocatòria d'una nova Assemblea General.
3. Si en l'Assemblea General es pretén tractar l'exercici de l'acció de responsabilitat contra membres de la Junta Directiva o la separació d'aquests de llurs càrrecs, s'ha de convocar en el mateix acte una sessió extraordinària de l'Assemblea General amb aquest punt com a únic punt de l'ordre del dia.

4. En cas que es qüestionari el dret de vot d'alguna de les entitats associades per possible conflicte d'interessos, l'Assemblea General haurà de decidir sobre el tema mitjançant votació prèvia separada i, si s'escau, secreta.
5. Les entitats associades que no puguin votar en aplicació del punt anterior no computaran a l'hora d'establir el nombre de vots necessari per a establir la majoria requerida per a l'adopció d'acords, excepte que es tracti de la resolució d'un procediment sancionador, la destitució de la persona afectada com a membre d'un òrgan o l'exercici de l'acció de responsabilitat contra ella.

Capítol IV. De la Junta Directiva

Article 19

1. Els membres de la Junta Directiva exerceixen llurs funcions amb la diligència de representant lleial i per tant han de guardar secret de les informacions confidencials relatives a l'entitat, fins i tot després de cessar en el càrrec.
2. La Junta Directiva regeix, administra i representa l'entitat i està composta pels càrrecs de president, dos vicepresidents, secretari, tesorero i tants vocals com es cregui convenient. Aquests càrrecs seran nomenats entre els membres de la Junta escollits per l'Assemblea, llevat del President, que ho serà per la mateixa Assemblea
3. Cada entitat associada només podrà tenir un membre a la junta directiva, el qual podrà optar a un càrrec.
4. Els membres de la Junta Directiva exerceixen llur càrrec gratuïtament, però tenen dret a la bestreta i al desemborsament de les despeses, degudament justificades, i també a la indemnització pels danys que se'n derivin.
5. Els membres de la Junta Directiva podran ser retribuïts per l'exercici de funcions distintes de les ordinàries del govern sempre que s'estableixi una relació contractual, incloent-hi la laboral. En cap cas, el nombre de membres de la Junta Directiva en aquesta situació podrà excedir la meitat del total.
6. L'elecció dels membres de la Junta Directiva, que han de ser representants de les entitats associades, es fa per votació de l'Assemblea General. Les persones elegides entren en funcions després d'haver acceptat el càrrec, el qual es decidirà en reunió de Junta Directiva, el més aviat possible després de l'elecció. Només podran ser escollides aquelles persones amb capacitat per exercir els seus drets socials. Les persones inhabilitades d'acord amb la llei concursal no podran ser membres de la Junta Directiva mentre duri la inhabilitació.
7. La Junta Directiva podrà incorporar a les seves reunions aquelles persones que per la seva experiència en el món associatiu i vinculació a l'entitat consideri convenient, adquirint la condició d'assessors amb veu però sense vot.
8. Els membres de la Junta Directiva hauran de comunicar qualsevol situació que pugui representar un conflicte d'interessos a l'hora d'intervenir a la presa de decisions o acords, tant per part de la Junta Directiva com de l'Assemblea. Si es considera que realment hi ha un conflicte d'interessos, el membre afectat s'haurà d'abstenir de participar a la deliberació i a les possibles votacions. Es considera conflicte d'interessos allò definit a la legislació vigent i aplicable en aquell moment.

Article 20

1. Els membres de la Junta Directiva exerciran el càrrec durant un període de quatre anys. Podran ser reelegits amb un màxim total de tres mandats seguits, independentment del càrrec que ocupin.
2. Per poder tornar a formar part de la Junta Directiva caldrà un interval mínim de quatre anys, que un cop transcorregut vindrà obligat segons l'apartat anterior.
3. Cada dos anys es renova la meitat dels components de la Junta Directiva.
4. El cessament com a membre de la Junta Directiva abans d'extingir-se el termini reglamentari del seu mandat pot esdevenir-se per:
 - a) Mort o declaració d'absència

- b) Declaració legal d'incapacitat o inhabilitació
 - c) Dimissió voluntària presentada mitjançant un escrit adreçat a la Junta Directiva.
 - d) Malaltia declarada que incapaciti per exercir el càrrec, segons decisió de Junta Directiva i aprovació a la següent Assemblea General
 - e) Baixa com a membre de l'entitat associada a la qual representa.
 - f) Sanció per una falta comesa en l'exercici del càrrec, imposada d'acord amb el que estableix l'article 37.
 - g) Decisió documentada per part de la Junta de Govern de l'entitat associada a la qual representa.
 - e) Decisió de l'Assemblea General de cessament o d'execució d'acció de responsabilitat. En aquest darrer cas, el cessament serà automàtic i immediat.
5. Les vacants que es produeixin en la Junta Directiva s'han de cobrir en la primera reunió de l'Assemblea General que tingui lloc. Mentrestant, una persona identificada conforme diu l'article 8 d'aquests estatuts ocuparà provisionalment el lloc vacant i el càrrec podrà ser reestructurat provisionalment per la Junta Directiva, excepte el càrrec de president que serà substituït pel vicepresident (per ordre numèric) fins a la propera Assemblea General.

Article 21

1. La Junta Directiva té les facultats següents:
- a) Representar, dirigir i administrar l'entitat de la manera més àmplia que reconegui la Llei; així mateix, complir les decisions preses per l'Assemblea General, d'acord amb les normes, instruccions i directrius que aquesta Assemblea estableixi.
 - b) Prendre els acords que calgui en relació amb la compareixença davant dels organismes públics i privats per exercir tota mena d'accions legals i interposar els recursos pertinents.
 - c) Proposar a l'Assemblea General la defensa de l'establiment de les quotes que les entitats associades han de satisfer.
 - d) Convocar les assemblees generals i controlar que es compleixin els acords que s'hi adoptin.
 - e) Presentar el balanç i l'estat de comptes de cada exercici a l'Assemblea General perquè els aprovi i confeccionar els pressupostos de l'exercici següent.
 - f) Gestionar la contractació dels empleats que l'entitat pugui tenir.
 - g) Establir grups de treball per aconseguir de la manera més eficient i eficaç els objectius de l'entitat, i autoritzar els actes que aquests grups projectin realitzar.
 - h) Dur a terme les gestions necessàries davant d'organismes públics, entitats i altres persones, per aconseguir:
 - a) subvencions o altres ajuts,
 - b) l'ús de locals o edificis per tal de complir els objectius de l'entitat.
 - i) Obrir comptes corrents i llibretes d'estalvis a qualsevol entitat financera i disposar dels fons que hi hagi en aquests dipòsits. La disposició dels fons es determina al Capítol VII.
 - j) Resoldre provisionalment qualsevol cas que no estigui previst als estatuts i donar-ne compte en la primera reunió de l'Assemblea General.
 - k) Redactar els mecanismes de participació dels voluntaris i dels subscriptors no associats.
 - l) Nomenar els components de la comissió de comptes.
 - m) Qualsevol altra facultat que no estigui atribuïda d'una manera específica a un altre òrgan de govern de l'entitat o que li hagi estat delegada expressament.

Article 22

1. La Junta Directiva, convocada prèviament pel president o per la persona que el substitueixi, s'ha de reunir en sessió ordinària amb la periodicitat que els seus membres decideixin, i com a mínim mensual, a excepció dels períodes vacacionals.
2. S'ha de reunir en sessió extraordinària quan la convoqui amb aquest caràcter el president o bé si ho sol·licita un terç dels membres que la componen.

3. La Junta Directiva es reuneix preferentment al domicili de l'entitat, però pot fer-ho en altres llocs sempre que es garanteixi el dret i deure de participació de tots els seus membres.
4. En casos extraordinaris on calgui prendre algun acord important pel bé de l'associació i no hi hagi possibilitat de convocar una reunió extraordinària de la Junta Directiva, aquesta podrà prendre la decisió per votació de cada membre per mitjans telemàtics adequats sempre que es garanteixi la plena informació, la identitat de tots els votants i l'accés a la votació de tots els membres.

Article 23

1. La Junta Directiva queda constituïda vàlidament si ha estat convocada amb antelació i hi ha un quòrum de la meitat més un dels membres que la componen.
2. Els membres de la Junta Directiva estan obligats a assistir a totes les reunions que es convoquin, encara que, per causes justificades, poden excusar-se'n. L'assistència del president o del secretari o de les persones que els substitueixin hi és necessària sempre.
3. La Junta Directiva pren els acords per majoria simple dels assistents.

Article 24

1. La Junta Directiva pot delegar alguna de les seves funcions en una o diverses comissions o grups de treball si compta, per fer-ho, amb el vot favorable de dos terços dels seus membres.
2. També pot nomenar amb el mateix quòrum, un o uns quants experts per exercir la funció que els confïi amb les facultats que cregui oportú conferir-los en cada cas, amb veu i sense vot.

Article 25

1. El secretari redactarà l'acta de cada reunió, així com dels acords sense reunió (veure article 22), que han de signar ell mateix i el president, i que inclourà, com a mínim:
 - a. data i lloc de la reunió/acord
 - b. ordre del dia
 - c. participants
 - d. resum dels temes tractats
 - e. intervencions del les quals se n'hagi demanat constància
 - f. acords adoptats
 - g. resultats de les votacions i majories amb les que s'han adoptat
 - h. en cas d'acord sense reunió, sistema seguit per adoptar l'acord

En iniciar-se cada reunió de la Junta Directiva, s'ha de procedir a l'aprovació o esmena de l'acta de la sessió anterior que s'haurà enviat prèviament als membres de junta per mitjans telemàtics.

2. Periòdicament, a la Junta Directiva s'ha de revisar i donar el vist-i-plau a la situació econòmica, així com aprovar els pagaments que siguin necessaris.

Article 26

1. Els membres de la Junta Directiva responen dels danys que causin a l'entitat per incompliment de la llei, els estatuts i per actes o omissions negligents en l'exercici de llurs funcions.
2. L'exercici de l'acció de responsabilitat s'haurà d'acordar en Assemblea General per majoria simple.
3. Un grup de socis que representin com a mínim un 10% dels vots socials (un vot per entitat associada) pot exercir l'acció de responsabilitat en els següents casos:
 - a. Si no es convoca l'assemblea general sol·licitada, segons es descriu a l'article 15.
 - b. Si l'acord adoptat és contrari a l'exigència de responsabilitat.
 - c. Si la pretensió no es formula judicialment en el termini d'un mes a comptar des de la data de la presa de l'acord.
4. L'acció de responsabilitat en interès de l'entitat prescriu al cap de tres (3) anys des de la data de

cessament en el càrrec dels responsables.

5. Si la responsabilitat a què es refereixen els punts anteriors no es pot imputar a una o més persones determinades, responen tots els membres de la Junta excepte els casos següents:
 - a. Aquelles persones que s'han oposat a l'acord causant de l'exercici de responsabilitat i que no hagin intervingut en la seva execució.
 - b. Aquelles persones que no han intervingut en la presa de l'acord ni en la seva execució i que hagin fet el possible per evitar el dany o bé s'hi hagin oposat formalment en saber-ho.

Article 27

Els acords, decisions i actes contraris a la llei, als estatuts o lesius de l'interès de l'entitat podran ser impugnats davant l'òrgan que la va prendre (Junta Directiva o Assemblea General) o, en cas que fos la Junta Directiva, davant l'Assemblea General d'acord amb el que defineixi la legislació vigent i aplicable en cada moment.

Capítol V. El president i el vicepresident

Article 28

1. Són pròpies del president les funcions següents:
 - a) Dirigir i representar legalment l'entitat, per delegació de l'Assemblea General i de la Junta Directiva.
 - b) Presidir i dirigir els debats, tant de l'Assemblea General com de la Junta Directiva.
 - c) Emetre un vot de qualitat decisor en els casos d'empat.
 - d) Convocar les reunions de l'Assemblea General i de la Junta Directiva.
 - e) Visar les actes i els certificats confeccionats pel secretari de l'entitat.
 - f) Les atribucions restants pròpies del càrrec i aquelles per a les quals el deleguin l'Assemblea General o la Junta Directiva.
2. El president és substituït, en cas d'absència o malaltia, pel vicepresident (per ordre numèric) o el vocal de més edat de la Junta Directiva, per aquest ordre.

Capítol VI. El secretari i el tesorero

Article 29

1. El secretari té les funcions següents:
 - a) Custodiar la documentació de l'entitat.
 - b) Aixecar, redactar i signar les actes de les reunions de l'Assemblea General i la Junta Directiva.
 - c) Redactar i autoritzar els certificats que calgui lliurar.
 - d) Fer-se càrrec del llibre de registre de socis.
2. El secretari és substituït, en cas d'absència o malaltia, pel vocal de menys edat de la Junta Directiva.

Article 30

El tesorero té les funcions següents:

- a) La custòdia i el control dels recursos de l'entitat.
- b) L'elaboració del pressupost, el balanç i la liquidació de comptes.
- c) Portar un llibre de caixa.
- d) Signar els rebuts de quotes i altres documents de tresoreria.
- e) Pagar les factures aprovades per la Junta Directiva, les quals han d'ésser visades prèviament pel president.

Capítol VII. El règim econòmic

Article 31

Aquesta entitat es va constituir sense patrimoni immobiliari propi i compta amb dotze mil euros (12.000,00€) fruit de l'aportació a parts iguals dels socis fundadors, a retornar en el futur amb notificació a l'Assemblea General, d'acord amb el que determina la Llei.

Article 32

Els recursos econòmics de l'entitat es nodreixen de :

- a) les quotes que fixi l'Assemblea General per als seus membres
- b) les subvencions oficials o particulars
- c) les donacions, les herències o els llegats
- d) les rendes del patrimoni mateix
- e) les quotes de subscriptors de publicacions pròpies
- f) les aportacions per mecenatge
- g) altres a l'empara de la llei

Article 33

Tots els membres de l'entitat tenen l'obligació de sostenir-la econòmicament, mitjançant quotes o derrames, de la manera i en la proporció que determini l'Assemblea General, a proposta de la Junta Directiva. L'Assemblea General pot establir quotes d'ingrés, quotes periòdiques - que s'abonaran segons el que disposi la Junta Directiva - i quotes extraordinàries.

Article 34

L'exercici econòmic coincideix amb l'any natural i queda tancat el 31 de desembre.

Article 35

En els comptes corrents, llibretes d'estalvis obertes i altres operacions de tresoreria en entitats financeres hi ha de figurar les signatures del president, el tresorer i el secretari. Per poder disposar dels fons n'hi ha prou amb dues signatures

Article 36

Es crearà la comissió de comptes amb la finalitat de vetllar l'estat de comptes de l'exercici a tancar i informar-ne a l'Assemblea General. Aquesta comissió estarà composta per dues persones de les identificades a l'article 8 procedents de dues entitats associades i que no pertanyin a la Junta Directiva de l'ENS.

Capítol VIII. Règim disciplinari

Article 37

L'òrgan de govern pot sancionar les infraccions comeses pels socis que incompleixin les seves obligacions. Aquestes infraccions es poden qualificar de lleus, greus i molt greus, i les sancions corresponents poden anar des d'una amonestació fins a l'expulsió de l'entitat, segons el que estableixi la Junta Directiva, mitjançant decisió directa o les eines amb les que es pugui dotar l'entitat (règim intern, resolucions, etc.).

El procediment sancionador s'inicia d'ofici o bé com a conseqüència d'una denúncia o comunicació. La Junta Directiva nomena un instructor, que tramita l'expedient sancionador i proposa la resolució, amb audiència prèvia del presumpte infractor, qui pot oposar-s'hi i practicar proves de descàrrec. La resolució final, que ha de ser motivada, l'adopta aquest òrgan de govern. Els socis sancionats que no estiguin d'acord amb les resolucions adoptades poden sol·licitar que s'hi pronunciï l'Assemblea General, que les confirmarà o bé acordarà les resolucions de sobreseïment oportunes.

Capítol XIX. Dissolució, fusió, escissió i transformació

Article 38

1. L'entitat pot ésser dissolta, fusionar-se amb una altra, escindir-se o transformar-se si ho acorda l'Assemblea General, convocada amb caràcter extraordinari expressament per a aquest fi.
2. Per prendre acord de dissolució, fusió, escissió o transformació, és necessari el vot favorable de dos terços de les entitats associades de ple dret presents a l'Assemblea General en el moment de la pressa de decisió.
3. La dissolució es produirà també en cas que:
 - a. El nombre de socis es redueixi a menys de 3.
 - b. Il·licitud civil o penal de les activitats declarada en sentència ferma.
 - c. Obertura de la fase de liquidació en el concurs.
 - d. Altres que estableixin les lleis vigents.

La Junta Directiva està obligada a convocar l'Assemblea General quan conegui que s'ha produït alguna de les causes de dissolució esmentades. Qualsevol soci pot demanar-ho si estima que això ha succeït. Si l'Assemblea General no és convocada, no es reuneix o no adopta cap decisió de dissolució o destinada a remoure la causa, qualsevol persona interessada pot demanar-ne la dissolució a l'autoritat judicial.

Article 39

4. Un cop acordada la dissolució, l'Assemblea General ha de prendre les mesures oportunes tant pel que fa a la destinació dels béns i drets de l'entitat, com a la finalitat, l'extinció i la liquidació de qualsevol operació pendent, sent prioritari el retorn dels dipòsits aportats pels socis fundadors.
5. En cas de fusió, escissió o transformació, l'Assemblea General ha de decidir si transfereix l'actiu i el passiu, total o parcialment a la(es) entitat(s) resultant(s), així com la forma, quantitat, parts, etc, com es farà o si es liquiden com si es tractés d'una dissolució i es disposa del líquid com es convingui.
6. En el cas de transformació, aquesta pot ser només en una altra persona jurídica de caràcter no lucratiu.
7. Les funcions de liquidació i d'execució dels acords a què fan referència l'apartat anterior d'aquest mateix article són competència de la Junta Directiva, si l'Assemblea General no confereix aquesta missió a una comissió liquidadora especialment designada.
8. Els membres de l'entitat estan exempts de responsabilitat personal. La seva responsabilitat queda limitada a complir les obligacions que ells mateixos hagin contret voluntàriament.
9. El romanent net que resulti de la liquidació (un cop retornada l'aportació inicial descrita a l'article 31 dels socis fundadors, en cas de no haver estat liquidada anteriorment), s'ha de lliurar a alguna entitat cultural amb objectius semblants i que s'hagi caracteritzat més en la seva obra a favor de la difusió en el món associatiu. En cas de fusió, escissió o transformació, tindran preferència la o les entitats resultants del procés.

Disposicions transitòries

1. La primera Junta Directiva de l'Ens de l'Associacionisme Cultural Català restarà constituïda per la junta de

govern de l'Ens de Comunicació Associativa en el moment de la fusió -en tant que entitat absorbent-, més el president i un vocal de la Confederació d'Agrupacions de Cultura Tradicional Catalana –en tant que entitat absorbida- que passaran a ocupar els càrrecs de vicepresident segon i vocal respectivament.

2. La renovació dels membres de la Junta Directiva a partir de la data d'avui es realitzarà conforme l'article 20 i a partir de la situació precisada a continuació:
 - Antoni Carné i Parramon, president, acaba el segon mandat el primer trimestre del 2015.
 - Josep Rafecas i Jané, videpresident primer, acaba el segon mandat el primer trimestre del 2013.
 - Antoni Arias Cortadella, vicepresident segon, acaba el seu primer mandat el 2016.
 - Ricard Cerdán i Estellers, secretari, acaba el segon mandat el primer trimestre del 2015.
 - Josep M de Ramon Blasco, tresorer, acaba el primer mandat el primer trimestre del 2015.
 - Amadeu Ribas i Pau, vocal, acaba el segon mandat el primer trimestre del 2014.
 - Josep Viana i Crespo, vocal, acaba el segon mandat el primer trimestre del 2013.
 - Josep M Cortés i Artigas, vocal, acaba el seu mandat el primer trimestre de 2015.
 - Myrna Gabalda, vocal, acaba el seu primer mandat el 2016.

Sant Feliu de Llobregat, a 20 d'octubre de 2012

EL SECRETARI ACCIDENTAL

VIST-I-PLAU EL PRESIDENT

Signat: Josep A. Viana i Crespo

Signat: Antoni Carné i Parramon